

## **Déclaration du Conseil Permanent de la Conférence des Évêques de France**

Le résultat des élections européennes est un symptôme de plus d'une société inquiète, douloureuse, divisée. La dissolution de l'Assemblée nationale a placé notre pays dans un trouble inattendu. Comme tous nos concitoyens, nous, catholiques, avons à exercer notre responsabilité démocratique.

Comme chrétiens, cependant, nous avons une vive conscience que les élections législatives ne résoudront pas tout. C'est dans l'espérance du Règne de Dieu inauguré par le mystère de la mort et de la résurrection de Jésus que nous voulons être des citoyens responsables et apporter notre contribution à la qualité de la vie démocratique et sociale de notre pays.

Le malaise social que nous constatons a certes partie liée à des décisions politiques, mais il est plus profond. Il tient aussi à l'individualisme et à l'égoïsme dans lesquels nos sociétés se laissent entraîner depuis des décennies, à la dissolution des liens sociaux, à la fragilisation des familles, à la pression de la consommation, à l'affaiblissement de notre sens du respect de la vie humaine, à l'effacement de Dieu dans la conscience commune. Les parlementaires et les responsables politiques ne peuvent pas tout. Ils ont à chercher le meilleur pour nous tous, pour l'unité, la prospérité et le rayonnement de notre pays dans un monde en profonde mutation. Ils ne peuvent agir qu'en fonction de la détermination de tous à agir pour le bien commun.

Demain, le 8 juillet, quels qu'aient été nos choix électoraux, nous tous Français, nous aurons encore et toujours à respecter nos concitoyens qui auront d'autres opinions que les nôtres et à œuvrer ensemble à la continuité et à l'amélioration de notre vie sociale commune. Nous aurons encore à vouloir que notre pays honore ses engagements et serve la paix et la justice dans le monde. Nous aurons toujours à nous garder de la violence, à veiller à ne pas diffuser la colère et la haine, à ne pas nous résigner à l'injustice mais à lutter pour la justice par les moyens de la vérité et de la fraternité. Demain, chacun devra toujours s'inquiéter de ceux qui vont moins bien que lui.

Nous, catholiques, nous le ferons en puisant dans la grâce de Dieu et dans notre foi en son salut, pour surmonter peurs, colères, angoisses et pour être des « artisans de paix » et des acteurs de l'amitié sociale. Nous pourrions nous appuyer sur la communion qu'est notre Église.

C'est pourquoi, évêques du Conseil permanent, nous formulons la prière suivante et nous la proposons aux fidèles qui voudront bien s'y associer.

## **PRIÈRE**

**Dieu de vérité et de bonté,  
en ces temps de décisions fortes pour notre pays la France,  
aide-nous à discerner correctement ce qui est juste.**

**Renouvelle en nous, chaque matin, le goût de servir,  
pour que nous accomplissions nos tâches avec cœur  
et garde-nous de mépriser quelque être humain que ce soit.**

**Viens, Esprit-Saint, éclairer ceux et celles qui seront choisis comme députés  
ou auront à gouverner notre pays.**

**Qu'ils puissent ensemble chercher le meilleur pour nous tous.**

**Imprime en eux un grand sens du service du bien commun.**

**Sainte Vierge Marie, sainte Jeanne d'Arc, sainte Thérèse de l'Enfant Jésus,  
patrones de la France, veillez sur notre pays.**

**Qu'il soit une terre de liberté, de justice, de fraternité  
et se tienne à la hauteur de son rôle dans l'histoire.**

**Aidez-nous à y être, à notre modeste place mais selon toute notre responsabilité,  
des disciples de l'Évangile.**

**Amen.**

M<sup>gr</sup> Éric de Moulins-Beaufort, Président de la Conférence des évêques de France  
M<sup>gr</sup> Vincent Jordy, archevêque de Tours, Vice-président de la Conférence des évêques de France  
M<sup>gr</sup> Dominique Blanchet, évêque de Créteil, Vice-président de la Conférence des évêques de France  
S. Em. le Cardinal Jean-Marc Aveline, archevêque de Marseille  
M<sup>gr</sup> Laurent Ulrich, archevêque de Paris  
M<sup>gr</sup> Dominique Lebrun, archevêque de Rouen  
M<sup>gr</sup> Sylvain Bataille, évêque de Saint-Étienne  
M<sup>gr</sup> Pierre-Antoine Bozo, évêque de Limoges  
M<sup>gr</sup> Alexandre Joly, évêque de Troyes  
M<sup>gr</sup> Matthieu Rougé, évêque de Nanterre



Tarbes, le 24 juin 2024  
Nativité de saint Jean-Baptiste

**Monseigneur Jean-Marc Micas**  
**Évêque de Tarbes et Lourdes**

Chers frères et sœurs du diocèse de Tarbes et Lourdes,

En vous envoyant le communiqué du Conseil permanent de la Conférence des Évêques de France, je me permets de vous partager quelques réflexions plus personnelles. La démarche n'est pas habituelle. La situation non plus.

Les évêques ont-ils raison d'intervenir dans le débat public ? Est-ce bien leur mission ? N'outrepassent-ils pas leurs droits, et les règles qui régissent le rapport de l'Eglise et de l'État en France depuis plus d'un siècle ? Les catholiques doivent-ils demander aux évêques ce qu'ils doivent faire, d'autant que le vote est décidé en conscience par chacun dans le secret d'un isolement ? Peut-il et doit-il y avoir « un vote catholique » ? Pourquoi certains candidats seraient-ils « fréquentables » et d'autres non ? etc. Toutes ces questions sont légitimes. On pourrait en formuler d'autres...

Régulièrement, les pasteurs de l'Eglise catholique, entre autres, rappellent, en s'appuyant sur l'enseignement même du Christ, qu'il faut « rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu » (cf. Lc 20, 25). En d'autres termes, les disciples du Christ sont aussi des citoyens : ils doivent assumer leur responsabilité à l'égard de la création, de la communauté des hommes, et, en démocratie, s'engager dans la vie de la cité. Ils le font en participant activement par leur vote lors de chaque scrutin, ou en s'engageant eux-mêmes dans la vie politique.

Nos nations ne vont pas bien : l'idéal de fraternité universelle désirée et décidée au lendemain des grandes guerres mondiales est mis à mal par tant et tant de conflits, par les difficultés économiques de beaucoup, l'injustice sociale, la peur liée à la violence quotidienne, à la menace terroriste, aux flux migratoires qui semblent ne jamais tarir (des populations entières quittent leurs maisons, leurs pays, en raison de la famine, des bouleversements climatiques...) La logique financière semble dominer le monde, au détriment du bon sens, créant autant de misère que de richesse, ou plus... Des lois sociétales viennent bouleverser notre humanité dans ses racines les plus profondes, altérant la perception du sens de la vie, de la dignité et de la valeur sacrée de la personne humaine. L'idéal évangélique et théologique de fraternité entre les hommes et de communion de tous en Dieu (cf. *Lumen Gentium* 1), est mis à mal par des idéologies qui régulièrement désignent des responsables aux maux du monde (mais le propre des idéologies est de ne pas être dans la réalité). Il est impossible de faire comme si tout n'était que question d'opinions, toutes également légitimes et pouvant être choisies sans débat. Le racisme, l'antisémitisme, la haine de certaines catégories de personnes ou de groupes de personnes en raison de leur couleur, de leur religion, de leur orientation sexuelle, de leur situation économique et sociale, ou que sais-je d'autre, ne sont pas des opinions. Ces postures de rejet de l'autre sont particulièrement opposées à la foi. En ma conscience de pasteur de l'Eglise je ne peux le taire, afin de tenter d'éclairer, à ma mesure, la conscience de ceux qui me sont confiés.

Le monde est déboussolé, et beaucoup ne savent plus quoi faire ni vers qui se tourner. De manière intuitive et sourde, beaucoup souhaitent que les choses changent, et elles doivent le faire en effet. En cela, le texte des évêques de France publié en 1982 (!) en appelant à de « nouveaux modes de vie » devrait être lu et relu ! Le sentiment de tous aujourd'hui est que « trop, c'est trop ! »

La situation créée par la récente dissolution de l'Assemblée Nationale est une occasion à saisir pour « faire autrement ». Pour les disciples du Christ, le modèle de cet « autrement » est ce que la foi nous donne d'appeler « Ciel », ou « Royaume de Dieu ». La loi de cet « autrement » est contenue dans l'évangile des Béatitudes. Les figures de cet « autrement » sont le Christ et les saints. A la lumière de ces repères, nous pouvons identifier des critères pour choisir comment voter le moment venu, « en conscience éclairée ». Dieu et la foi ne sont pas au service de la sacralisation de nos sentiments ou de nos émotions ; ceux-ci au contraire doivent être façonnés et convertis par Dieu et par la foi. L'Eglise et ses pasteurs sont là pour nous aider dans l'accueil de Dieu et de son évangile dans nos vies, nos regards, nos pensées et nos décisions.

Le choix à faire n'est jamais purement entre « le tout bien » et « le tout mal » (le candidat et sa « profession de foi » qui serait totalement conforme à l'évangile ou pas) : rappelons-nous la parabole du bon grain et de l'ivraie (Mt 13,29)... Ce discernement est sans aucun doute difficile. Il exige calme, réflexion et prière. Nous demandons à Dieu d'éclairer notre cœur et notre décision !

+ J.-M. Micas